

Jun
2015



L'essentiel & plus encore

L'Observatoire Economique et Social

Note de conjoncture n° 33

Volet 1 : Conjoncture agricole et emploi agricole

La baisse des prix à la production des produits agricoles se poursuit au 4^e trimestre 2014 ; cette baisse des prix pèse sur l'excédent des échanges, en forte dégradation sur 2014

A l'exception du vin, des œufs et des légumes, la baisse des prix continue d'affecter l'ensemble des produits agricoles. Les niveaux record de la récolte mondiale pèsent sur les cours des céréales et oléagineux. Le prix de l'ensemble des vins reste en revanche élevé, mais la tendance haussière s'atténue en raison d'un potentiel de production viticole 2014 estimé en hausse par rapport aux années 2012 et 2013. Par ailleurs, les prix d'achat des moyens de production agricole sont toujours orientés à la baisse en lien avec la chute des prix des carburants.

L'excédent des échanges agroalimentaires s'établit à 9,2 Md€ en 2014, en diminution de 2,0 milliard d'euros sur un an. Cette dégradation s'explique principalement par le recul du prix des céréales et des volumes vendus.

L'emploi agricole reste orienté à la hausse au 3^e trimestre 2014

Au regard de ses trois grandes composantes, heures travaillées, contrats et masse salariale, l'emploi agricole augmente fortement (respectivement +5,3 %, +4,5 % et +4,6 %). Les conditions météorologiques favorables du printemps contribuent à cette hausse saisonnière, notamment dans les secteurs de la production et de la transformation. Enfin, le phénomène de substitution de l'emploi en CDI au profit de l'emploi CDD persiste au cours de la période.

Les intentions d'embauche sont en nette augmentation au 3^e trimestre 2014

Soutenu par les embauches en CDD-TODE dans les secteurs de la production et de la transformation, le nombre d'intentions d'embauche augmente sensiblement (+27,6 %). Deux facteurs expliquent cette évolution : l'effet de base joué par le report sur le 4^e trimestre 2013 de l'emploi saisonnier lié au décalage des récoltes et une production abondante de fruits et légumes en 2014.

Le nombre de chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole cotisant à la MSA baisse modérément en 2014

La baisse du nombre de chefs d'exploitation ou d'entreprises agricoles (-1,0 %), comparable à celle de l'an passé (-1,1 %), s'inscrit dans la tendance observée depuis 2005. A ce recul démographique s'ajoutent les grandes évolutions structurelles observées depuis dix ans : l'augmentation du poids des sociétés et le développement de l'imposition au réel.

<i>Prix agricoles et échanges agroalimentaires au 4^e trimestre 2014</i>	<i>2</i>
<i>Emploi des salariés agricoles au 2^e trimestre 2014.....</i>	<i>3</i>
<i>Suivi des intentions d'embauche des salariés agricoles au 3^e trimestre 2014</i>	<i>4</i>
<i>Les exploitants agricoles en 2014.....</i>	<i>5</i>

Télécharger les données au format Excel : 

Conjoncture agricole - Prix agricoles et échanges agroalimentaires

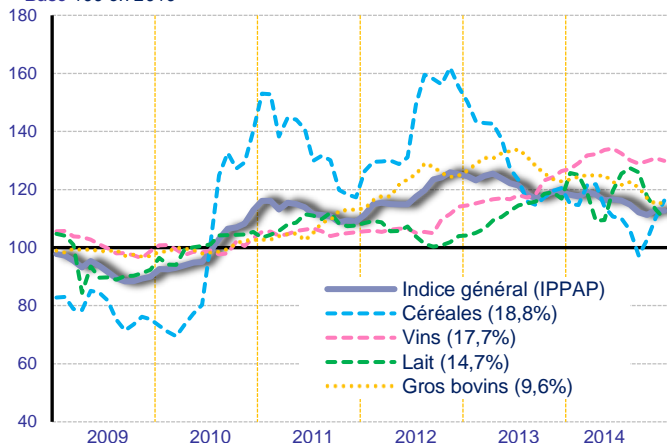
Au 4e trimestre 2014, la baisse des prix agricoles à la production s'accroît...

A l'exception de la viticulture, des œufs et des légumes, le repli du **prix des produits agricoles** (-5,5 % sur un an) affecte l'ensemble des productions agricoles.

Bien que les cours se redressent légèrement en fin d'année, les prix des **céréales** et des **oléagineux** fléchissent toujours. Ils baissent respectivement de -7,9 % et -9,8 % sur un an. Les récoltes mondiales, qui fixent les prix, ont été abondantes.

Graphique 1 : Prix à la production des principaux produits agricoles

Base 100 en 2010



Source : Insee

Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent pour chaque groupe de produits sa pondération dans le calcul de l'indice général

Tableau 1 : Prix agricoles à la production

Evolution en % sur un an	2011	2012	2013	2014	2014 T3	2014 T4
Indice général brut	12,8	5,9	1,4	-5,0	-5,1	-5,5
Céréales (18,8%)	35,1	5,8	-9,4	-13,8	-11,4	-7,9
Vins (17,7%)	5,9	1,7	10,7	9,7	10,6	4,5
Lait (14,7%)	7,7	-2,8	7,2	6,8	3,8	-4,7
Gros bovins (9,6%)	7,2	14,1	5,3	-5,7	-7,0	-6,4
Porcins (5,4%)	13,0	10,0	1,7	-8,4	-12,1	-16,5
Légumes frais (5,3%)	-12,9	10,8	1,2	-7,7	-0,7	5,1
Oléagineux (4,9%)	-12,9	10,8	1,2	-7,7	-14,4	-9,8
Volailles (4,6%)	13,7	1,8	5,7	-6,7	-5,7	-6,1
Fruits frais (3,5%)	-3,2	12,1	12,3	-18,6	-23,8	-12,5
Pommes de terre (2,6%)	20,8	-0,5	62,2	-40,4	-48,8	-42,6
Œufs (1,5%)	11,6	52,1	-34,0	3,2	14,0	8,2

Source : Insee

Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent pour chaque groupe de produits sa pondération dans le calcul de l'indice général

Les prix des **vins** continuent de croître mais à un rythme plus modéré (+4,5% après +10,6%). L'inflexion tient notamment à un potentiel de production viticole 2014 estimé en hausse par rapport aux années 2012 et 2013.

En dépit d'une offre relativement limitée, la baisse des prix des principales productions animales se prolonge. Sur un an, le prix des **porcins** recule de -16,5 % en lien avec la quasi fermeture du marché russe. Pour les **gros bovins**, le repli s'établit à -6,4 %, en léger ralentissement par rapport au trimestre précédent.

Une demande intérieure et extérieure dynamique conjuguée à une offre relativement réduite explique la progression des prix des **légumes** en fin d'année (+5,1 % sur un an).

...le recul du prix des consommations intermédiaires s'accroît légèrement

Dans un contexte de recul des cours des matières premières et d'abondance de l'offre fourragère, les prix des **aliments pour animaux** diminuent sensiblement sur un an (-7,3 %).

Les prix de l'**énergie et lubrifiants** restent orientés à la baisse (-10,1 %). Le prix des carburants, qui représentent plus de 60% de ce poste, recule notamment de -12,6 % sur un an.

Le recul du prix des **engrais et amendements** ralentit à -3,1 % après un repli de -3,5 % au 3^e trimestre.

Le prix des **investissements** diminue de -0,1 %, les prix des tracteurs évoluent notamment de -1,9 % sur un an.

Tableau 2 : Prix d'achat des moyens de production agricole

Evolution en % sur un an	2011	2012	2013	2014	2014 T3	2014 T4
Indice général	9,2	3,3	1,5	-3,1	-1,8	-2,2
Aliments des animaux (20,5 %)	18,6	6,5	5,2	-7,6	-6,8	-7,3
Energie et lubrifiants (10,0 %)	18,2	3,1	-1,6	-4,1	-3,1	-10,1
Engrais et amendements (9,2 %)	23,7	4,1	-5,1	-4,7	-3,5	3,1
Semences et plants (6,6 %)	0,7	3,4	3,7	0,4	0,4	-0,2
Biens d'investissement (25,3%)	2,5	1,4	1,8	0,6	0,4	-0,1

Source : Insee

Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent pour chaque groupe de produits sa pondération dans le calcul de l'indice général

Tableau 3 : Echanges agroalimentaires

En M€	Import.		Export.		Solde		
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	Evol.
Produits bruts et transformés	48 886	48 660	60 139	57 892	11 253	9 233	-2 020
Produits bruts	12 168	11 916	16 415	14 669	4 247	2 753	-1 494
dont céréales	1 741	1 722	9 379	7 810	7 638	6 088	-1 550
dont légumes	2 849	2 775	2 299	2 058	-550	-717	-167
dont fruits	5 390	5 216	1 755	1 806	-3 635	-3 410	225
Produits transformés	36 718	36 743	43 724	43 224	7 006	6 480	-526
dont boissons	3 029	3 025	13 747	13 465	10 718	10 440	-278
dont prod. de l'abattage	5 726	5 650	4 844	4 542	-882	-1108	-226
dont autres prod. alimentaires	6 852	7 220	7 640	7 697	788	477	-311
dont produits laitiers	3 368	3 528	6 612	7 021	3 244	3 493	249

Source : AGRESTE, SSP

Note: Les regroupements sont opérés selon la classification des produits français en vigueur depuis 2008 (CPF rév. 2)

Une baisse des prix qui pèse sur l'excédent des échanges agroalimentaires

En 2014, l'**excédent des échanges agroalimentaires** s'établit à 9,2 milliards d'euros, en recul de 2,0 milliards d'euros par rapport à 2013.

La valeur des exportations de produits agroalimentaires se contracte de -3,7 %, alors que les importations restent stables au cours de la période (-0,5 % en valeur).

L'excédent en **produits bruts** atteint 2,8 Md€ contre 4,2 Md€ en 2013. Le solde des échanges en **produits transformés** s'établit quant à lui à 6,5 Md€ contre 7,0 Md€ un an plus tôt.

Le solde des **échanges en céréales** contribue pour -1,6 Md€ à l'évolution de l'excédent global des échanges agroalimentaires. Les **exportations de boissons** se réduisent par ailleurs de -0,3 Md€ sur un an. Ce repli s'explique par la diminution des ventes de vins à destination du Royaume-Uni et de spiritueux à destination de l'Asie.

Emploi des salariés agricoles au 2e trimestre 2014

Au 2^e trimestre 2014, le volume de l'emploi reste dans le vert, en dépit du recul durable du secteur Tertiaire

Avec une croissance de +5,3 %, le volume global d'**heures travaillées** est soutenu ce trimestre tant par un recours accru aux heures supplémentaires de saisonniers que par des conditions météorologiques favorables. Les CDD progressent de +21,8 % tandis que les CDI régressent de -2,3 %. Ces évolutions témoignent d'une précarisation du statut du salarié agricole puisque seuls les contrats les moins sécurisés (CDD, saisonniers dits « **TODE** ») augmentent.

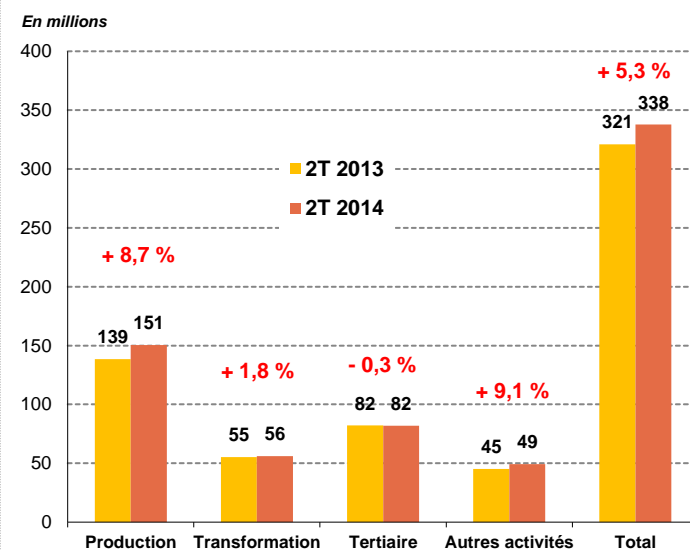
Dans le secteur de la **Production**, le volume d'heures bondit de +8,7 %. Le phénomène de substitution des CDI (-1,8%) par les CDD (+21,7%) persiste au cours de la période.

Dans le secteur de la **Transformation**, le nombre d'heures progresse plus modérément (+1,8 %). Les évolutions par contrat restent contrastées: +21,1% pour les CDD; et -1,8% pour les CDI.

Avec une évolution de +9,1 %, le secteur des «**Autres activités**» enregistre la plus forte croissance. Les CDD, dont une large part concerne les paysagistes, progressent de +28,9 %, les CDI reculant de -2,3 %.

Le secteur **Tertiaire** reste dans le rouge et se replie de -0,3 % (+12,4 % CDD ; -2,2 % CDI).

Graphique 1 : Evolution du nombre d'heures de travail



Source : CCMSA

L'emploi reste dynamique sauf dans le secteur Tertiaire

Le nombre de **contrats actifs au cours du trimestre**, indicateur de la dynamique de l'emploi, s'accroît de +4,5 %. Les CDD progressent de +13,3 %, tandis que les CDI reculent de -2,0 %. Ces évolutions, de sens opposé, valident le précédent constat : le phénomène de substitution des CDI au profit des CDD persiste au cours de la période.

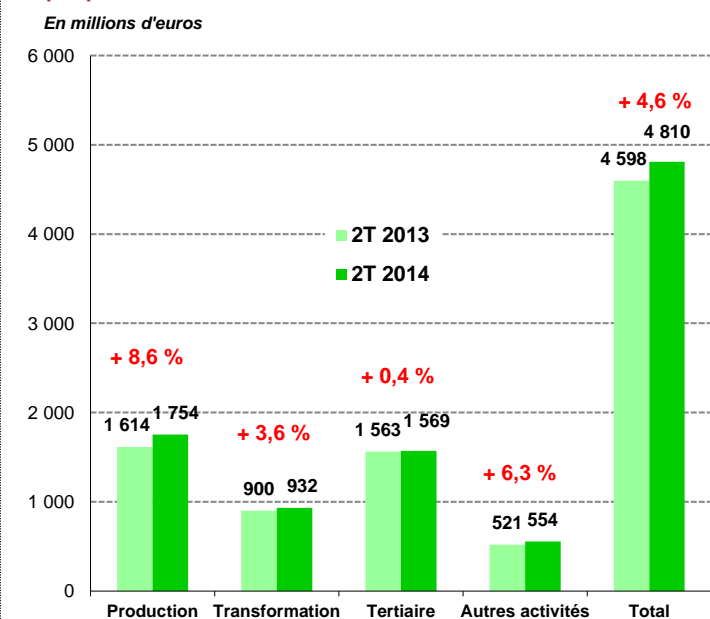
Le nombre de contrats actifs au cours du trimestre dans le secteur de la **Production** augmente de +8,0 %. Cette croissance résulte de deux évolutions contrastées : les contrats en CDI s'infléchissent de -1,6 %, ceux en CDD s'accroissant de +14,3%.

Le secteur de la **Transformation** enregistre une progression du nombre de contrats actifs, avec +2,7 % (+20,9 % en CDD et -1,9 % en CDI).

Le secteur des « **Autres activités** » affiche une évolution du nombre de contrats actifs bien inférieure à celle du nombre d'heures, avec +0,6 % ; +5,5 % pour les CDD et -2,2 % pour les CDI.

Dans le secteur **Tertiaire**, l'évolution du nombre de contrats actifs est négative, -0,7 %, associée à une progression de +8,1 % en CDD et un fléchissement de -2,5 % en CDI.

Graphique 2 : Evolution de la masse salariale



Source : CCMSA

La masse salariale progresse, alimentée par la croissance du nombre d'heures travaillées

La **masse salariale** globale s'accroît de +4,6 %. Dans le secteur de la **Production**, elle bondit de +8,6 %. Dans le secteur de la **Transformation**, elle croît de +3,6 %. Le **Tertiaire** enregistre une légère hausse de +0,4 %. La masse salariale des « **Autres activités** » augmente de +6,3 %.

Le salaire horaire moyen apparent régresse

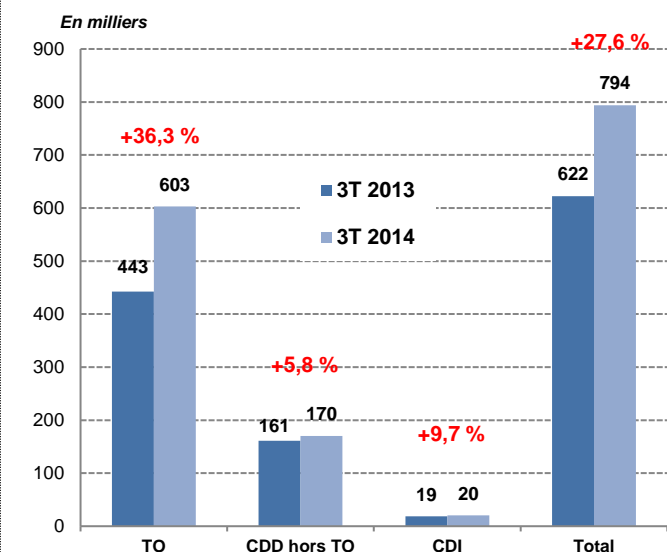
Le **salaire horaire** moyen apparent baisse (-0,6 %). La substitution des CDI au profit des CDD et la modification de la structure de la population agricole, notamment dans les secteurs de la Transformation et du Tertiaire, du fait de la hausse des départs en retraite, concourent à cette baisse.

Pour les CDI, le **salaire horaire** global croît de +2,1 %. L'évolution du salaire horaire global est supérieure à celle du Smic, entre +1,5 % et +3,0 %, pour les quatre secteurs agricoles.

Pour les CDD, l'évolution globale est nulle et contrastée par secteur : la **Transformation** (16,60 €), la **Production** (11,65 €) et le **Tertiaire** (19,18 €) progressant respectivement de +2,0 %, +0,7 % et +0,2 %, le secteur des « **Autres activités** » (11,22 €) reculant de -0,7 %. Le salaire horaire global relativement faible du secteur « **Autres activités** » s'explique par la proportion importante de contrats d'apprentissage et d'insertion rémunérés en-dessous du Smic légal.

Suivi des intentions d'embauche des salariés agricoles au 3e trimestre 2014

Nombre d'intentions d'embauches par type de contrat



Source : CCMSA

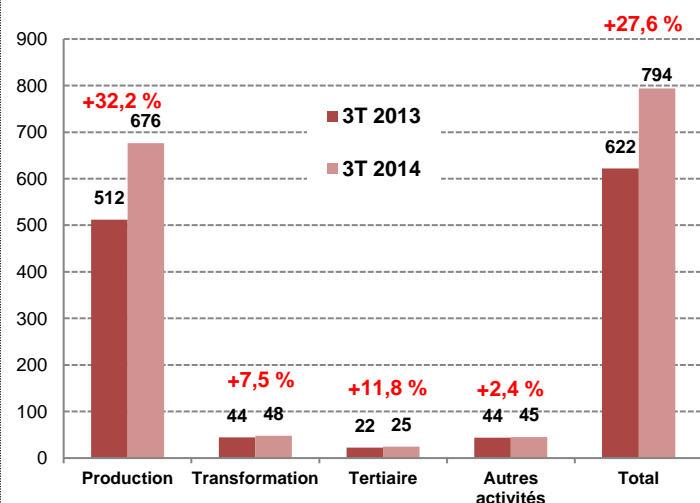
Les intentions d'embauche sont en nette augmentation

Au 3ème trimestre 2014, le **nombre total d'intentions d'embauche** s'établit à 794 000, en croissance de 172 000 unités sur un an (+27,6 % en glissement annuel).

Après des progressions de +13,1 % et +20,5 % aux 1^{er} et 2^e trimestres, la hausse des **intentions d'embauche en TO** s'accroît au 3^e trimestre 2014 (+36,3 % sur un an). Celles-ci s'établissent à 603 000 unités, ce qui représente 76 % du volume des intentions d'embauche de ce trimestre. Ce type d'emploi est fortement dépendant des périodes de récoltes, elles-mêmes conditionnées par la météo. En 2013, les productions végétales ont souffert d'un printemps froid et humide. Cette météo a provoqué des retards de deux à trois semaines selon les productions et le décalage du travail saisonnier estival, reporté sur le 4^e trimestre. En 2014, les conditions météorologiques ont été moins atypiques. La hausse des embauches en TOE traduit donc plutôt un retour à la normale, conjugué à des récoltes de fruits et légumes plus abondantes qu'en 2013.

Egalement en hausse, mais de manière plus atténuée, les **intentions d'embauche en CDD hors TOE** évoluent de +5,8 %. Quant aux intentions d'embauche en CDI, elles augmentent de +9,7 %.

Nombre d'intentions d'embauches par grand secteur d'activité



Source : CCMSA

La production est le secteur le plus dynamique

Avec près de 85,2 % du volume total des intentions d'embauche au 3ème trimestre 2014, le secteur de la **production** est le principal pourvoyeur d'embauches du régime agricole. L'évolution du secteur de la production conditionne donc la tendance de l'ensemble du régime agricole. Au 3^e trimestre, les intentions d'embauche du secteur de la production sont en nette augmentation (+32,2 %). La hausse est encore plus marquée que le trimestre précédent (+17,2 %).

L'augmentation est plus mesurée pour les secteurs de la **transformation** et du **tertiaire** (respectivement +7,5 % et +11,8 %). Ces deux secteurs ne représentent toutefois que 6,0 % et 3,1 % des intentions d'embauche de l'ensemble du régime agricole.

Enfin, avec une évolution de +2,4 %, la hausse des intentions d'embauche du secteur "**Autres activités**" demeure plus modérée.

Contact : Guillaume Prevostat - DERS Cotisations – prevostat.guillaume@ccmsa.msa.fr

Télécharger les données au format Excel : 

Les exploitants agricoles en 2014

Le recul démographique des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole se tasse pour la 3^{ème} année consécutive

Au 1^{er} janvier 2014, le nombre de **chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole** en France métropolitaine s'élève à 473 900, un effectif en baisse de -1,0 % par rapport au 1^{er} janvier 2013. Cette baisse, identique à celle de l'an passé, s'inscrit dans la tendance observée depuis 2005. Comme en 2013, la modération de la baisse est due, en premier lieu, à une faible diminution de la population des chefs d'exploitation agricole. En second lieu, depuis le 1^{er} janvier 2014, les **artisans ruraux** sont entièrement rattachés au Régime Social des Indépendants (RSI) – alors qu'auparavant ils étaient redevables de leurs cotisations au titre de la branche famille au régime des non-salariés agricoles – et ne font plus partie des effectifs de chefs d'entreprise agricole.

Les statuts de **collaborateurs d'exploitation** et d'**aides familiaux** sont délaissés. Les premiers – des conjoints – des actifs sur l'exploitation – représentent 35 900 personnes en 2014, un effectif en baisse de -7,5 % par rapport à l'année précédente. Quant aux seconds, 4 600 sont dénombrés en 2014, en baisse de -10,5 % par rapport à 2013.

Tableau 1 : Evolution de la population non-salariée agricole entre 2010 et 2014

Type d'actif non salarié agricole	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de chefs d'exploitation ou d'entreprise	496 354	489 218	483 815	478 692	473 862
<i>Evolution</i>	-	-1,4%	-1,1%	-1,1%	-1,0%
Dont nombre de chefs d'exploitation	458 586	451 308	445 793	440 921	438 476
<i>Evolution</i>	-	-1,6%	-1,2%	-1,1%	-0,6%
Dont nombre de chefs d'entreprise	37 768	37 910	38 022	37 771	35 386
<i>Evolution</i>	-	0,4%	0,3%	-0,7%	-6,3%
Nombre d'aides familiaux	5 562	5 477	4 963	4 586	4 103
<i>Evolution</i>	-	-1,5%	-9,4%	-7,6%	-10,6%
Nombre de conjoints	46 780	43 968	41 324	38 884	35 967
<i>Evolution</i>	-	-6,0%	-6,0%	-5,9%	-7,5%

Source : MSA

Tableau 2 : Evolution du nombre de chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole par grand secteur d'activité

SECTEUR D'ACTIVITE	Effectifs 2013	Ecart entrants/sortants	Changements de secteur dans le régime	Effectifs 2014	Evol.
Cultures spécialisées	29 491	16	-366	29 141	-1,2%
Cultures céréalières et industrielles	82 866	96	231	83 193	0,4%
Viticulture	49 198	-185	69	49 082	-0,2%
Bovins lait et mixtes	101 009	-1 591	-510	98 908	-2,1%
Bovins viande, ovins, caprins	79 386	-603	-72	78 711	-0,9%
Élevage hors-sol	24 798	-15	-23	24 760	-0,2%
Equidés	12 738	194	29	12 961	1,8%
Polyculture-élevage	60 108	-335	644	60 417	0,5%
ETA, paysagistes	34 666	68	26	34 760	0,3%
Autres	1 926	-17	20	1 929	0,2%
Artisans ruraux exclusifs	2 506	-2458	-48	0	-100,0%
TOTAL	478 692	-4 830	0 (soient 2038 mouvements)	473 862	-1,0%

Source : MSA

La baisse démographique concerne particulièrement l'élevage tandis que le nombre de chefs de centres équestres progresse

La baisse démographique affecte davantage les secteurs d'activité traditionnelle de l'agriculture comme l'élevage qu'il soit à vocation laitière ou viande (-2,1 % pour le lait, -0,9 % pour la viande), et les cultures spécialisées (-1,2 %). Pour bon nombre de secteurs agricoles, l'effectif de chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole est stable à l'instar des cultures céréalières et industrielles, de la viticulture, de l'élevage en hors-sol ou de la polyculture-élevage.

A l'inverse, le nombre de chefs de centres équestres continue de croître.

Les revenus professionnels diminuent de -11,6 % en 2013, après deux années de niveau élevé

Le secteur des grandes cultures céréalières et industrielles et la viticulture sont les secteurs qui subissent le moins la crise puisque leurs revenus professionnels fléchissent respectivement de -3,4 % et -8,2 % en 2013. A contrario, dans les filières d'élevage – à vocation laitière ou viande – les revenus professionnels diminuent fortement : -20,6 % dans l'élevage laitier et -15,2 % dans l'élevage « viande ».

Bien que les revenus professionnels 2013 diminuent, ceux des années 2011 et 2012 restent élevés. De facto, l'assiette brute totale de cotisations augmente de 12,6 % en 2013. Elle est en particulier tirée à la hausse par les assiettes enregistrées dans le secteur de la polyculture-élevage (+20,4 %), dans celui des cultures céréalières et industrielles (+16,1 %) et dans le secteur des bovins-lait et mixtes (+15,1 %).

Contact : Véronique LAIROT - DERS Cotisations – lairot.veronique@ccmsa.msa.fr

Télécharger les données au format Excel :



MSA Caisse Centrale	Direction des Etudes, des Répertoires et des Statistiques
Les Mercuriales	Responsable de la publication, Alain PELC - pelc.alain@ccmsa.msa.fr
40 rue Jean Jaurès	Responsable Mission Synthèses, David FOUCAUD - foucaud.david@ccmsa.msa.fr
93647 Bagnolet cedex	Rédacteurs : A. GUYONVARCH, N. EL FETTAHI, G. PREVOSTAT, V. LAIROT
	Mise en forme : Michèle LALLAOURET
	Diffusion : Claudine GAILLARD-gaillard.claudine@ccmsa.msa.fr
	Mireille MEDELICE - medelice.mireille@ccmsa.msa.fr

